



Session annuelle  
du Conseil d'administration

Rome, 25–28 mai 2015

## QUESTIONS DE POLITIQUE GÉNÉRALE

Point 5 de l'ordre du  
jour

*Pour approbation*



Distribution: GÉNÉRALE  
**WFP/EB.A/2015/5-D**  
27 avril 2015  
ORIGINAL: ANGLAIS

## POLITIQUE EN MATIÈRE DE COOPÉRATION SUD-SUD ET DE COOPÉRATION TRIANGULAIRE



Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM  
(<http://executiveboard.wfp.org>).

---

## NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

### **Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.**

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les coordonnateurs mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

M. S. Samkange  
Directeur  
Division des politiques et des programmes  
Tél.: 066513-2262

M. K. Crossley  
Directeur adjoint  
Division des politiques et des programmes  
Tél.: 066513 2964-2964

---

## RÉSUMÉ

*La coopération Sud-Sud offre des solutions réelles et concrètes à des problèmes de développement communs. Le partage des meilleures pratiques, le financement de projets-pilotes dans des endroits reculés, l'apport de capital à des projets prometteurs, la fourniture de biens collectifs régionaux, le développement et l'adaptation de technologies appropriées: autant de possibilités que la communauté internationale se doit de mettre pleinement à profit.*

BAN Ki-moon, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (2013)<sup>1</sup>

Environ 10 pour cent des populations sous-alimentées et souffrant de la faim dans le monde bénéficient des opérations menées par le PAM. Pour contribuer à la réalisation des objectifs du Défi Faim zéro et de l'objectif de développement durable proposé visant à éliminer la faim, il faudra mobiliser de nouvelles ressources, connaissances spécialisées, compétences et capacités et favoriser l'innovation dans les pays en développement.

Conformément au Plan stratégique du PAM pour 2014-2017 et à ses quatre Objectifs stratégiques, ainsi qu'à la stratégie du PAM en matière de partenariat, la présente politique met à profit le soutien qu'apporte actuellement le PAM à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire, notamment au niveau des pays et des régions. Elle vise à amplifier les mécanismes de collaboration du PAM avec les pays en développement afin de contribuer à la réalisation des objectifs du Défi Faim zéro et du nouvel objectif de développement durable relatif à l'élimination de la faim.

Cette politique définit les principes directeurs ci-après concernant l'engagement du PAM en faveur de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire:

- centrer l'action sur les plus vulnérables;
- promouvoir la prise en main des activités par les acteurs locaux;

---

<sup>1</sup> Déclaration du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, BAN Ki-moon, à l'occasion de la Journée des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud de 2013:

[http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=31024#.VRAHdvzF\\_O4](http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=31024#.VRAHdvzF_O4)

- garantir l'ouverture à tous et un juste équilibre;
- faciliter l'apprentissage et l'innovation;
- renforcer les systèmes et les capacités des pays;
- mettre l'accent sur la complémentarité;
- apporter une valeur ajoutée;
- mettre à profit les structures existantes.

Conformément à ces principes, le PAM s'efforcera:

- de faciliter au niveau régional et à celui des pays le partage des données d'expérience, connaissances, compétences, informations et pratiques relatives à l'élimination de la faim et à l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition;
- d'encourager l'innovation et de diffuser les enseignements se rapportant à la transposition à plus grande échelle de pratiques novatrices en matière de sécurité alimentaire;
- de renforcer sa collaboration avec les pays en développement ayant une expérience à partager, ainsi que ses partenariats avec eux;
- de nouer des partenariats avec des organisations régionales et sous-régionales, en vue de renforcer la coopération entre les pays en développement en matière d'élimination de la faim et d'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition;
- d'améliorer ses liens avec les institutions locales de recherche et les organisations non gouvernementales afin de constituer la base de données factuelles nécessaire pour les activités relevant du Défi Faim zéro;
- d'intégrer et de faire correspondre son travail aux initiatives plus vastes lancées par le système des Nations Unies pour promouvoir la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, notamment celles des autres institutions des Nations Unies ayant leur siège à Rome, du Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud et du système des Nations Unies dans son ensemble.

La coopération Sud-Sud devrait être vue comme venant compléter la coopération Nord-Sud qui, pour le PAM, demeure fondamentale pour parvenir à libérer le monde de la faim. Le PAM soutient donc la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, qui comptent parmi les mécanismes lui permettant de renforcer son engagement auprès des pays.

---

## PROJET DE DÉCISION<sup>\*</sup>

Le Conseil approuve le document intitulé "Politique en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire" (WFP/EB.A/2015/5-D).

---

<sup>\*</sup> Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

---

## CONTEXTE

1. À la faveur des objectifs du Millénaire pour le développement, des objectifs de développement durable proposés et du Défi Faim zéro, les pays donnent la priorité aux initiatives ayant pour objet d'éliminer la faim et d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition. En raison de son mandat, de ses politiques et de ses opérations, le PAM est le fer de lance de ces efforts, lesquels visent notamment à assurer à tous un accès fiable à une alimentation et une nutrition appropriées, à éliminer la malnutrition, à faire en sorte que les systèmes alimentaires soient durables et résilients, et à soutenir les moyens d'existence des populations les plus pauvres et les plus vulnérables.
2. Environ 10 pour cent des populations sous-alimentées dans le monde bénéficient des opérations menées par le PAM<sup>2</sup>. Il faudra mobiliser de nouvelles ressources, connaissances spécialisées, compétences, capacités et pratiques dans les pays en développement pour que les pratiques et les systèmes nécessaires pour parvenir à réduire à zéro la faim dans le monde puissent être mis en place.
3. Du point de vue des bureaux de pays du PAM, la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire sont des modalités de coopération ayant leurs propres caractéristiques et principes qui peuvent permettre de soutenir les initiatives nationales dans trois grands domaines:
  - *Capacités des pays.* La coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire peuvent permettre au PAM d'abandonner plus rapidement les distributions d'aide alimentaire au profit d'un soutien aux programmes mis en place par les pays pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition. En partageant leur savoir-faire, leurs outils et leurs compétences, les pays peuvent renforcer leurs propres systèmes et capacités et prendre davantage en main les initiatives menées en faveur de la sécurité alimentaire.
  - *Ressources.* Du fait de la persistance des crises économiques dans le monde entier et de la multiplication des demandes concernant l'assistance alimentaire, il faut rechercher de nouvelles sources de financement. La coopération Sud-Sud, les dispositifs triangulaires et les contributions en nature ou en espèces reçues dans le cadre d'accords de couplage constituent d'importantes sources de financement potentielles.
  - *Innovation.* Nombre d'innovations qui favorisent la sécurité alimentaire découlent de pratiques en place dans les pays en développement. La coopération Sud-Sud peut être utile pour définir des prototypes de solutions possibles et les mettre à l'essai en conditions réelles, dans différents contextes.

---

## DÉFINITIONS ET CONCEPTS CLÉS

4. Le soutien apporté par le PAM à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire suit les définitions et les orientations établies en 2012 par le Secrétaire général dans le Plan-cadre contenant des directives opérationnelles sur l'appui des Nations Unies à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire<sup>3</sup>.

---

<sup>2</sup> Selon la méthode appliquée actuellement pour compter les bénéficiaires, qui n'englobe pas toutes les personnes bénéficiant des retombées des mesures de développement des capacités du PAM.

<sup>3</sup> <http://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N12/285/53/pdf/N1228553.pdf?OpenElement>

5. Les directives définissent la coopération Sud-Sud de la manière suivante:

*Processus par lequel deux ou plusieurs pays en développement visent leurs objectifs nationaux propres ou partagés [...] en échangeant [les connaissances,] les compétences, les ressources et le savoir-faire technique, et par des actions régionales et interrégionales collectives, y compris les partenariats mettant en jeu les gouvernements, les organisations régionales, la société civile, les universités et le secteur privé, pour leur avantage individuel ou mutuel dans les régions et entre elles. La coopération Sud-Sud ne remplace pas la coopération Nord-Sud, elle la complète.*

Cette définition a été établie compte tenu du document final de Nairobi, négocié lors de la Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud et adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre 2009<sup>4</sup>.

6. Les directives définissent la coopération triangulaire de la manière suivante:

*Collaboration dans le cadre de laquelle les pays donateurs traditionnels et les organisations multilatérales facilitent les initiatives Sud-Sud en fournissant des financements, des formations et des systèmes technologiques et de gestion, ainsi que d'autres formes de soutien.*

7. La coopération Sud-Sud complète certes utilement d'autres formes de coopération internationale, mais le PAM reconnaît que la coopération Nord-Sud demeure essentielle pour éliminer la faim dans le monde. Le PAM facilite la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire à la demande des pays en développement, en les aidant à étudier les complémentarités et les synergies entre la coopération Sud-Sud, la coopération Nord-Sud et la coopération triangulaire dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

---

## FONDEMENT ET OBJECTIF DE LA POLITIQUE

8. La présente politique a pour objectif d'accroître l'engagement du PAM aux côtés des pays en développement afin de contribuer à la réalisation des objectifs du Défi Faim zéro et des objectifs de développement durable proposés.
9. Le PAM apprécie pleinement la pertinence de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire pour progresser sur la voie de la réalisation des quatre Objectifs stratégiques définis dans son Plan stratégique pour 2014–2017. Il encourage et étudie la possibilité d'inclure des activités de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire dans les quatre domaines d'action correspondants, le cas échéant.
10. Le PAM soutient les objectifs de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire énoncés dans le document final de Nairobi<sup>4</sup>:
- soutenir les initiatives nationales et régionales de développement;
  - renforcer les capacités institutionnelles et techniques;
  - améliorer l'échange de données d'expérience et de savoir-faire entre pays en développement;

---

<sup>4</sup> Organisation des Nations Unies. 2010. Document final de Nairobi adopté par la Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud. Résolution 64/222 de l'Assemblée générale. [http://www.un.org/en/ga/search/view\\_doc.asp?symbol=A/RES/64/222&referer=http://www.un.org/en/ga/64/resolutions.shtml&Lang=F](http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/64/222&referer=http://www.un.org/en/ga/64/resolutions.shtml&Lang=F)

- d) relever les défis particuliers que ces derniers rencontrent en matière de développement;
- e) accroître l'efficacité de la coopération internationale.
11. Le PAM appliquera les principes suivants dans le cadre du soutien qu'il apporte à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire:
- *Centrer l'action sur les plus vulnérables.* Les principaux bénéficiaires de l'action du PAM en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire devraient être les populations les plus vulnérables.
  - *Promouvoir la prise en main des activités par les acteurs locaux.* Le PAM se félicite des initiatives de coopération Sud-Sud menées aux niveaux national, infranational et communautaire, qui répondent à la demande des pays et sont prises en main par les acteurs nationaux et locaux, et il leur apporte son soutien.
  - *Mettre l'accent sur la complémentarité.* La coopération Sud-Sud complète la coopération Nord-Sud traditionnelle, mais ne la remplace pas. La coopération triangulaire associe les avantages des deux approches.
  - *Garantir l'ouverture à tous et un juste équilibre.* La coopération Sud-Sud appuyée par le PAM doit être ouverte à tous et fondée sur l'égalité. Le PAM est conscient que tous les pays, quel que soit leur stade de développement, ont une expérience à partager.
  - *Faciliter l'apprentissage et l'innovation.* Le PAM aide les pays à partager les pratiques novatrices et à concevoir des solutions avec d'autres pays.
  - *Renforcer les systèmes et les capacités des pays.* En facilitant la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, le PAM axe son action sur les institutions et les systèmes locaux afin de favoriser la viabilité des programmes relatifs à la sécurité alimentaire et la prise en main des activités par les acteurs locaux.
  - *Privilégier la valeur ajoutée.* Le PAM participe aux initiatives de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire lorsqu'il est en mesure d'apporter une valeur ajoutée grâce à ses réseaux mondiaux, à ses connaissances spécialisées, à son efficacité par rapport aux coûts et à sa capacité d'exécution.
  - *Mettre à profit les structures existantes.* Dans la mesure du possible, le PAM appuie la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire par le biais des structures et programmes existant aux niveaux national, régional et mondial.

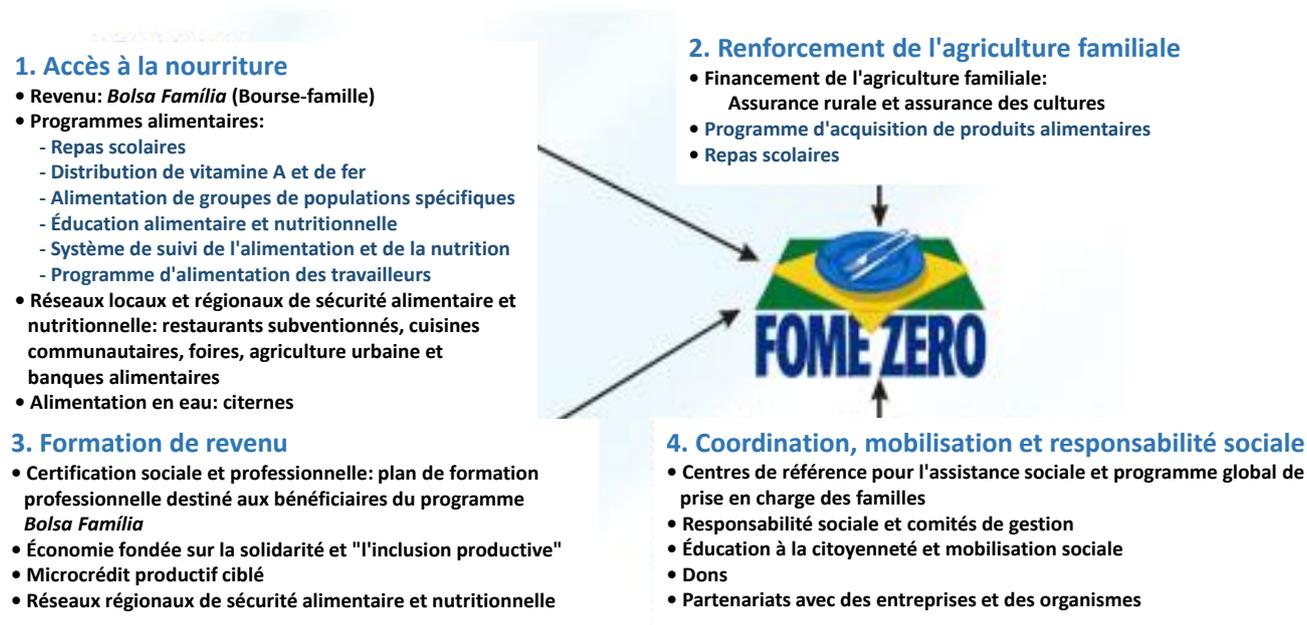
## LA COOPÉRATION SUD-SUD ET LA COOPÉRATION TRIANGULAIRE DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE TRAVAIL ACTUEL DU PAM

12. Le PAM favorise la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire dans son travail, au niveau des politiques, des programmes et de la mise en œuvre dans un large éventail de domaines, notamment les repas scolaires, l'amélioration de la nutrition, l'établissement de liens entre les petits exploitants et les marchés à la faveur de l'initiative Achats au service du progrès (P4P), la passation de marchés, l'agriculture durable, la protection sociale et les filets de sécurité, l'accès à une alimentation adéquate par le biais des marchés, les services liés au changement climatique visant à renforcer la résilience et l'élaboration de stratégies en lien avec le Défi Faim zéro.

13. Le PAM appuie la coopération Sud-Sud à la faveur notamment du partage des connaissances, de la coopération technique, d'un appui concernant les questions de politique générale, d'une action commune de plaidoyer, d'un appui en nature et d'initiatives régionales. On en trouvera ci-après quelques exemples:
- *Partage des connaissances.* Le PAM a contribué à la diffusion des pratiques des pays en développement en facilitant le partage des connaissances relatives aux politiques et programmes Faim zéro: le Centre d'excellence du PAM pour la lutte contre la faim au Brésil a aidé le Bangladesh à élaborer un programme d'alimentation scolaire lié à l'agriculture locale. S'inspirant de la stratégie Faim zéro du Brésil, le Bangladesh a examiné comment relier l'alimentation scolaire aux politiques et programmes plus vastes en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Les constatations issues de cette étude aideront le Bangladesh à décider s'il convient d'inclure les repas scolaires faisant intervenir les producteurs locaux dans ses plans de transition et sa vision à plus long terme.
  - *Coopération technique.* Au Malawi, le PAM a mis à profit l'expérience qu'il a acquise grâce à l'initiative Achats au service du progrès pour promouvoir la sécurité alimentaire et nutritionnelle et les possibilités de revenus des agriculteurs et des communautés vulnérables. Le Malawi s'est inspiré de l'initiative Acheter aux Africains pour l'Afrique, à laquelle participent le PAM, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Gouvernement brésilien, pour mettre en œuvre une stratégie nationale de santé et de nutrition à l'école faisant appel à la production locale. De plus, les besoins du PAM en produits alimentaires peuvent être utilisés pour garantir des débouchés aux petits exploitants.
  - *Mobilisation d'un appui en nature.* Pendant la crise alimentaire qui a sévi en 2011/12 dans la Corne de l'Afrique, le PAM a facilité l'acheminement de contributions en nature provenant de pays de la Communauté de développement de l'Afrique australe (Afrique du Sud, Angola, Mozambique, République-Unie de Tanzanie et Zambie) ainsi que de Cuba, du Soudan et de Sri Lanka. Du riz, du sucre, du poisson, des haricots, de la viande, du sorgho, de l'huile de riz, des pois, du gros sel, du soja et du maïs, d'une valeur supérieure à 13,9 millions de dollars É.-U., ont été distribués en Éthiopie, au Kenya et en Somalie.
  - *Appui concernant les questions de politique générale.* En partenariat avec l'Agence de coopération internationale du Chili, le PAM a contribué à améliorer la nutrition au Paraguay. Grâce à la coopération triangulaire, le PAM et cette agence ont aidé le Paraguay à restructurer son programme national de nutrition et influé sur la politique sanitaire et les stratégies de réduction de la pauvreté et des inégalités. Cela a conduit à l'élaboration et l'adoption d'une loi sur la prévention de la dénutrition.
14. Les pays peuvent rechercher et/ou adopter des approches et mécanismes divers pour partager leur expérience, selon leur contexte et leurs objectifs propres. Chaque pays a une expérience singulière et doit bénéficier d'un appui du PAM adapté à ses besoins et contexte particuliers.
15. Par exemple, le Centre d'excellence du PAM pour la lutte contre la faim, situé au Brésil, est issu d'un partenariat entre le PAM et le Gouvernement brésilien, qui met à la disposition d'autres pays en développement l'expérience acquise par le Brésil dans le cadre du Défi Faim zéro en matière d'apprentissage, de partage et d'adaptation par le biais de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire. Le centre préconise d'élaborer des politiques et des programmes nationaux durables en matière d'alimentation scolaire, de protection sociale et d'amélioration de la nutrition. Il a renforcé les outils et les capacités du

PAM pour lui permettre de participer aux côtés des gouvernements à la conception et à la mise en œuvre de programmes nationaux relatifs à la sécurité alimentaire et à la nutrition.

**Figure 1: Programme Faim Zéro du Brésil (Zero Fome)**



16. Le PAM travaillera avec les pays intéressés pour les aider à partager leur expérience, en recourant à toute une gamme d'approches et d'options possibles, et en exploitant les enseignements tirés du Centre d'excellence du PAM pour la lutte contre la faim au Brésil et d'autres partenariats. Dans ce cadre, le PAM cherchera à encourager les aspects ci-après:

- *Partage systématique et efficace de connaissances Sud-Sud.* Des arrangements institutionnels permettent à d'autres pays de bénéficier des compétences spécialisées d'un pays à l'avant-garde, grâce à une approche et à une méthodologie structurées.
- *Expérience et compétences se rapportant à la mise en œuvre d'activités destinées à relever le Défi Faim zéro.* Les pays peuvent recourir à des arrangements de partage des connaissances Sud-Sud pour devenir des défenseurs et des partenaires des initiatives menées pour trouver des moyens concrets de relever le Défi Faim zéro, y compris au niveau régional.
- *Valeur ajoutée mutuelle.* En favorisant le partage des connaissances et des données d'expérience selon des modalités de coopération Sud-Sud et triangulaire, le PAM peut aider un pays à accéder plus aisément au savoir-faire technique spécialisé qu'il n'est pas forcément en mesure de lui fournir directement.

## MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE

### Priorités

17. Afin de renforcer le soutien qu'il apporte aux efforts menés par les pays pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition conformément aux objectifs mondiaux et nationaux, le PAM entreprendra les activités suivantes dans le cadre de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire:
- *Mettre en place un système efficace de gestion de l'information et des connaissances afin de favoriser le partage du savoir entre les pays.* Ce système devrait donner accès aux meilleures pratiques en matière d'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle à la faveur de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire. Le PAM veillera à ce que les pays en développement demandant un appui aient accès aux connaissances, aux compétences, à l'information, aux données de la recherche et aux pratiques d'autres pays en développement susceptibles de répondre à leurs besoins. Il encouragera aussi son personnel à constituer un réseau de praticiens pour promouvoir la coopération Sud-Sud, et à favoriser le partage des connaissances et des données d'expérience en interne.
  - *Encourager l'innovation.* Le PAM repérera les initiatives de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire intégrées dans ses programmes qui pourraient contribuer à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition. Il encouragera le personnel de ses bureaux de pays, en particulier les responsables de la planification et de la conception des programmes, à envisager des possibilités de coopération Sud-Sud correspondant à la demande des pays et à les intégrer. Il contribuera à cerner les moyens de lier les initiatives novatrices aux mécanismes de financement existants susceptibles d'appuyer la définition et la mise à l'essai de prototypes en vue d'une mise en œuvre à grande échelle.
  - *Créer des dispositifs institutionnels adaptés et sur mesure en vue de mettre en évidence et de partager l'expérience des pays.* Il pourra s'agir par exemple de la mise en place d'outils et de plateformes de partage des connaissances, de mécanismes d'échange de spécialistes ou de partenariats plus vastes, à l'instar du Centre d'excellence du PAM au Brésil.
  - *Apporter un soutien aux organisations régionales et sous-régionales en vue de renforcer la coopération en matière d'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition.* Le soutien apporté par le PAM facilitera le partage du savoir-faire, de l'information et des capacités dans les domaines du renforcement de la résilience, de la préparation aux situations d'urgence, de la réduction des risques de catastrophe et de la nutrition. Le PAM encouragera les institutions régionales et sous-régionales à multiplier les initiatives touchant à la sécurité alimentaire et à la nutrition, étudiera les possibilités de coopération triangulaire dans ce domaine, et appuiera le développement à plus grande échelle de stratégies Faim zéro en aidant les institutions régionales à rassembler et à diffuser les enseignements tirés au niveau national du travail mené avec le Centre d'excellence du PAM pour la lutte contre la faim.

- *Constituer la base de données factuelles nécessaire pour les activités relevant du Défi Faim zéro en resserrant les liens avec les institutions locales de recherche et les organisations non gouvernementales (ONG) dans les pays en développement.* Les institutions universitaires et les ONG peuvent jouer un rôle très utile en renforçant les capacités nationales d'analyse de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité. En réponse à la demande des pays et en concertation avec les gouvernements, le PAM étudiera les possibilités de nouer des partenariats avec les institutions universitaires et les ONG des pays en développement, y compris dans le cadre de la coopération triangulaire, en vue de renforcer l'analyse de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité et d'améliorer les liens entre la recherche et l'apprentissage pratique et l'innovation.
- *Intégrer et faire correspondre le travail du PAM aux initiatives lancées par le système des Nations Unies pour promouvoir la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire.* Le PAM examinera la possibilité de collaborer avec d'autres institutions des Nations Unies qui soutiennent la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la nutrition, notamment la FAO et le Fonds international de développement agricole (FIDA). Il harmonisera ses propres initiatives avec celles menées par le système des Nations Unies moyennant l'échange de connaissances entre institutions, en coordination avec le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud.

### **Plaidoyer pour les investissements en faveur de la nutrition découlant des études sur le coût de la faim en Afrique**

Les études menées dans le cadre de l'initiative sur le coût de la faim en Afrique examinent les incidences sociales et économiques de la dénutrition chez les enfants en Afrique et établissent le bien-fondé des investissements consentis par les gouvernements des pays d'Afrique en faveur de la nutrition. En collaboration avec l'Union africaine, le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique et la Commission économique pour l'Afrique, le PAM a apporté sur le terrain le soutien technique nécessaire pour réaliser les études, notamment en transférant un savoir-faire venant d'Amérique latine par le biais de son partenariat avec la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

Les premiers résultats de ces études ont permis de faire mieux connaître aux responsables politiques les conséquences sociales et économiques de la dénutrition chez les enfants. Ils ont eu une incidence sur les programmes politiques de haut niveau et encouragé les pays d'Afrique à intégrer les pratiques communes dans les programmes de nutrition.

## **Principales réalisations**

18. Pour mettre en œuvre cette politique, le PAM devra intervenir dans quatre grands domaines en prenant les mesures ci-après:
- *Dispenser aux bureaux régionaux et aux bureaux de pays les conseils et l'appui nécessaires pour participer à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire et les faciliter.* Des activités de plaidoyer et des indications supplémentaires sont indispensables pour que les approches adoptées par le PAM en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire soient intégrées dans son travail. Les bureaux régionaux et les bureaux de pays du PAM doivent être encouragés et leurs capacités développées afin de leur permettre de prévoir et de soutenir des activités de coopération Sud-Sud dans le cadre des programmes de pays et des programmes régionaux, selon qu'il convient; de déterminer les meilleurs moyens de renforcer leur coopération, notamment dans les pays intéressés par le partage des connaissances et des données

d'expérience; et de repérer d'autres sources de savoir-faire et d'enseignements dans les pays en développement.

- *Offrir une plateforme d'échange de connaissances sur la sécurité alimentaire et la nutrition ou faciliter la mise en relation avec une plateforme de ce type.* Le partage des connaissances est un élément essentiel de la coopération. Les gouvernements demandent souvent au PAM de leur donner des exemples de pratiques et de données d'expérience utiles venant d'autres pays. Cependant, le PAM ne dispose pas d'un système efficace lui permettant de consigner enseignements et pratiques optimales provenant du monde entier. Il lui faudra améliorer ses systèmes de gestion de l'information et des connaissances pour pouvoir mieux appuyer la capitalisation et le partage des connaissances entre les pays. Pour éviter les doublons et promouvoir la collaboration interinstitutions, le PAM examinera les plateformes et outils relatifs aux connaissances d'autres organismes des Nations Unies, notamment ceux qui ont leur siège à Rome, le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud<sup>5</sup> et la Banque mondiale<sup>6</sup>.
- *Renforcer le réseau de spécialistes du PAM en établissant de nouveaux mécanismes permettant de tirer parti des compétences des pays en développement.* Le PAM étudiera la possibilité de créer de nouveaux mécanismes de coopération et de partage des données d'expérience qui viendraient compléter ceux qui existent déjà et apporter une valeur ajoutée. Il pourrait s'agir de centres d'excellence ou d'autres modalités de partenariat, de listes d'experts techniques, de visites d'échange, de transfert de technologie, de partenariats public-privé et d'activités de plaidoyer.
- *Prendre des mesures encourageant la coopération Sud-Sud sur les questions de sécurité alimentaire et de nutrition, conformément aux règles, aux règlements et au cadre de financement du PAM.* Parmi les mécanismes que le PAM pourrait étudier figurent les accords de couplage et les dispositifs analogues, l'établissement de liens entre les mécanismes de financement existants et les innovations en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire, et la facilitation de programmes de coopération bilatérale.

## SOUTIEN À LA COOPÉRATION SUD-SUD ET À LA COOPÉRATION TRIANGULAIRE EN FONCTION DU CONTEXTE

19. Le PAM reconnaît que tous les pays, quel que soit leur stade de développement ou leur niveau de revenu, peuvent avoir des données d'expérience, des pratiques et des technologies novatrices à partager. Le PAM doit veiller à ce que ses propres mécanismes de facilitation soient suffisamment souples pour s'adapter aux différents contextes dans le monde. Les pratiques ne peuvent pas toutes être reproduites ou transposées à plus grande échelle; avant de faciliter un échange Sud-Sud, le PAM peut aider les pays à évaluer leurs propres contextes et conditions ainsi que l'adaptabilité des approches potentielles.

---

<sup>5</sup> Comme le Système mondial Sud-Sud de bourses aux actifs et à la technologie, centre d'information pour la coopération trilatérale et l'échange Sud-Sud.

<sup>6</sup> Comme la publication intitulée *The Art of Knowledge Exchange* et le travail de la Banque mondiale sur les "pôles de connaissances".

20. Le PAM reconnaît que l'influence de certains pays s'accroît rapidement au niveau régional. Un nombre croissant de pays en développement présentant des indicateurs macroéconomiques plus vigoureux deviennent des partenaires dynamiques de la coopération au service du développement et de l'assistance humanitaire. Certains ont créé leurs propres agences de coopération internationale. Néanmoins, il existe peut-être pour le PAM, s'il est sollicité dans ce sens, des moyens de continuer à aider ces pays à faire face à leurs problèmes de sécurité alimentaire et de nutrition, notamment au moyen de la coopération technique, du développement des capacités et de la facilitation des relations de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire.

---

## CONSIDÉRATIONS CONCERNANT LES RESSOURCES NÉCESSAIRES À LA MISE EN ŒUVRE

21. Pour mettre en œuvre cette politique, le PAM tirera parti de son savoir-faire, de ses capacités et de ses structures aux niveaux national, régional, interrégional et mondial. Il continuera à renforcer son appui aux bureaux régionaux et aux bureaux de pays, en tenant compte de la pertinence de la coopération Sud-Sud dans les quatre domaines d'action correspondant à ses Objectifs stratégiques. Compte tenu des liens existant entre la coopération Sud-Sud, le développement des capacités et l'assistance technique, et de leur pertinence pour des fonctions telles que le partage des connaissances, la planification et la gestion des programmes, les partenariats, les activités de plaidoyer et la mobilisation des ressources, le PAM devra mettre en œuvre la présente politique de manière transversale en mobilisant ses divisions, ses domaines d'activités techniques et ses divers niveaux hiérarchiques.
22. La coordination et la collaboration entre institutions seront indispensables à l'exécution de cette politique. Le PAM renforcera sa collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies dans le cadre de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, en particulier la FAO, le FIDA et le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud. Il pourra aussi tirer parti des initiatives actuellement menées par le Groupe des Nations Unies pour le développement, notamment en participant aux activités de l'équipe spéciale de ce dernier chargée de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, auxquelles il contribue en coordination avec les autres organismes ayant leur siège à Rome.

---

## CONCLUSIONS

23. Le PAM reconnaît l'importance et le potentiel de la coopération Sud-Sud pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, notamment grâce au renforcement des capacités des pays et à l'accentuation des initiatives et innovations prises en main au niveau national.
24. Le processus d'élaboration du programme de développement pour l'après-2015 et des objectifs de développement durable montre de plus en plus clairement que de nombreux pays en développement ont des solutions qui appuient la réalisation du Défi Faim zéro. Le PAM peut apporter une valeur ajoutée en facilitant la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire de manière à mettre ces solutions plus largement à disposition.

25. En mettant en œuvre cette politique, le PAM s'attachera: à faciliter au niveau des pays le partage des données d'expérience, des connaissances et des compétences qui ont trait à l'élimination de la faim et à l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition; à encourager l'innovation, notamment au niveau des programmes; à étudier et à proposer aux pays des options et un appui pour qu'ils puissent établir des mécanismes leur permettant de capitaliser et de partager leur expérience; à favoriser les partenariats avec les organisations régionales et sous-régionales en vue de renforcer la coopération entre les pays en développement; à constituer la base de données factuelles nécessaire pour les activités relevant du Défi Faim zéro, en coopération avec les institutions de recherche et les ONG locales; et à intégrer et faire correspondre son travail aux initiatives plus vastes lancées par le système des Nations Unies.
26. Le PAM reconnaît que tous les pays en développement ont des données d'expérience à partager et que la coopération Sud-Sud est utile et vient compléter la coopération Nord-Sud. Il appuie la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, qui comptent parmi les mécanismes lui permettant de renforcer son engagement auprès des pays en développement. Le PAM mettra en œuvre cette politique avec la souplesse voulue pour répondre aux besoins propres au contexte de chaque pays.

---

## LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
ONG	organisation non gouvernementale
P4P	Achats au service du progrès